

Pour une haute qualité des soins, et des chiffres !

En Suisse, notre espérance de vie en bonne santé ne cesse de progresser grâce à un système de santé performant, au premier rang mondial des états de plus d'un million d'habitants.

Les médecins suisses veulent bien être tenus pour responsables de la haute qualité des soins dans notre pays. Par contre, faire croire que leur revenu individuel, très contrôlé ces dernières années depuis TarMed, conditionnerait la hausse continue des primes, relève à tout le moins d'un diagnostic de misérable qualité...

De fait, il faut rappeler que la hausse des primes est d'abord due à un report de charges de l'Etat vers les assureurs. Pour preuve, l'augmentation annuelle entre 1995 et 2015 des dépenses de santé par habitant (+3.6%) est nettement moins élevée que celle des primes d'assurance-maladie obligatoire (+6.3%).

Ce report s'explique et même se justifie. Il est dû au progrès médical (par ex : oncologie, cardiologie) et au développement du maintien à domicile (personnes âgées et dépendantes) qui permettent le transfert d'onéreuses prestations hospitalières (55% à charge des cantons) vers l'ambulatoire (100% à charge des assurances maladie) ; à la clé, l'économie réalisée est estimée à 30%. Malheureusement, celle-ci ne profite pas directement à l'assuré, mais à l'Etat, donc théoriquement au contribuable.

En aucun cas, le niveau de facturation des médecins en cabinet (23% des coûts à charge de l'assurance maladie en Suisse) n'est la cause principale de l'augmentation des primes. Sur Vaud, le chiffre d'affaires moyen des cabinets reste d'ailleurs stable (420'000 francs en 2016). Quant au revenu moyen disponible pour le médecin vaudois installé, charges déduites, il est proche de 200'000 francs, soit environ 1 franc sur 10 de nos primes.

Polémiquer sur la base de chiffres fantaisistes n'est pas digne de nos autorités et ne servira à rien. Il faut un vrai débat de société sur le niveau de santé souhaité et la qualité des soins.